



Impact Du Financement De La Facilité Élargie De Crédit A Madagascar

Impact Of The Extended Credit Facility Financing In Madagascar

RATOLOJANAHARY Fetra Tojoso

Enseignant - chercheur

Université de Toamasina

RAZAFINDRASATA Patrick Heriniaina

Doctorant

Université de Toliara

Date de soumission : 25/04/2025

Date d'acceptation : 22/05/2025

Pour citer cet article :

RATOLOJANAHARY F.T. & RAZAFINDRASATA P. H. (2025) «Impact Du Financement De La Facilité Élargie De Crédit A Madagascar», Revue Internationale du Chercheur «Volume 6 : Numéro 2» pp : 403- 415



Résumé

La Facilité Élargie de Crédit (FEC) du Fonds Monétaire International (FMI) soutient les réformes économiques à Madagascar depuis 2016, dans un contexte de pauvreté endémique et de vulnérabilité aux chocs climatiques. Cet article évalue l'impact du financement FEC sur la croissance économique, la gouvernance, l'inclusion financière et la réduction de la pauvreté dans le district d'Ambatolampy, sur la RN7, entre 2016 et 2024. Une approche mixte combinant revue documentaire, entretiens semi-directifs et analyses statistiques (Analyse Factorielle Discriminante et corrélation) a été adoptée. Les résultats montrent une croissance économique stabilisée (4 % en moyenne), mais des défis persistent : faible mobilisation des recettes fiscales, inclusion financière limitée (8 % d'accès au crédit pour les entreprises) et lenteur des réformes structurelles. Les facteurs internes (gestion, compétences) pèsent davantage (55 %) que les facteurs externes (cadre légal, chocs climatiques). Des recommandations visent à renforcer la mobilisation des ressources internes, améliorer les capacités institutionnelles et investir dans les infrastructures numériques pour une croissance inclusive.

Mots-clés : Facilité Élargie de Crédit, Madagascar, croissance économique, gouvernance, inclusion financière, réformes structurelles, pauvreté, Ambatolampy.

Abstract

The Extended Credit Facility (ECF) of the International Monetary Fund (IMF) has supported economic reforms in Madagascar since 2016, amidst endemic poverty and vulnerability to climate shocks. This article assesses the impact of ECF financing on economic growth, governance, financial inclusion, and poverty reduction in the Ambatolampy district, located along the RN7, between 2016 and 2024. A mixed-methods approach, combining literature review, semi-structured interviews, and statistical analyses (Discriminant Factor Analysis and correlation), was employed. The results show stabilized economic growth (4% on average), but challenges persist: low domestic revenue mobilization, limited financial inclusion (8% of businesses access credit), and slow implementation of structural reforms. Internal factors (management, skills) have a greater influence (55%) than external factors (legal framework, climate shocks). Recommendations aim to strengthen domestic resource mobilization, enhance institutional capacities, and invest in digital infrastructure to foster inclusive growth.

Keywords: Extended Credit Facility, Madagascar, economic growth, governance, financial inclusion, structural reforms, poverty, Ambatolampy



Introduction

Madagascar, avec un taux de pauvreté de 80,7 % en 2023 (Banque mondiale, 2023), est confronté à des défis structurels : faible mobilisation des recettes fiscales (10 % du PIB), vulnérabilité aux cyclones et dépendance aux financements extérieurs. Depuis 2016, la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI soutient le pays avec des décaissements cumulés de plus de 600 millions de dollars pour stabiliser l'économie, financer des réformes et promouvoir une croissance inclusive (Fonds Monétaire International, 2024). Malgré une croissance moyenne de 4 %, les progrès en matière de réduction de la pauvreté et d'inclusion financière restent limités, particulièrement dans les zones rurales où 52,9 % de la population vit dans l'extrême pauvreté (Queen, 2020). La FEC a permis une stabilisation macroéconomique, mais son impact sur le développement local, notamment dans les zones semi-rurales comme Ambatolampy, reste peu étudié. Les réformes structurelles (transparence budgétaire, modernisation du secteur financier) avancent lentement, et l'accès au crédit demeure faible (8 % des entreprises, Banque mondiale, 2025). Dans ce contexte, comment la FEC a-t-elle influencé la performance économique et sociale à Madagascar, et quelles sont les limites de son efficacité dans un district comme Ambatolampy ? La Questions de recherche s'oppose quels sont les impacts du financement FEC sur la croissance économique, la gouvernance et l'inclusion financière à Ambatolampy? Et quels facteurs limitent l'efficacité des réformes soutenues par la FEC ? L'hypothèse s'articule sur le financement FEC a un impact positif mais limité sur la croissance économique et l'inclusion financière en raison de contraintes institutionnelles. L'objectif général est d'évaluer l'impact du financement de la Facilité Élargie de Crédit sur la performance économique et sociale à Madagascar, avec un focus sur le district d'Ambatolampy. Cet objectif décline des objectifs spécifiques d'analyser les effets de la FEC sur la croissance économique, la gouvernance et l'inclusion financière et identifier les facteurs limitant l'efficacité des réformes soutenues par la FEC. Les résultats attendus est d'identification des impacts positifs et des limites de la FEC à Ambatolampy et hiérarchisation des facteurs influençant l'efficacité des financements. Pour la proposition de solutions pour une croissance inclusive et durable l'étude utilise une approche mixte revue documentaire et entretiens semi-directifs et analyse de



données macroéconomiques et sociales via Analyse Factorielle Discriminante et corrélation. L'article est structuré en Matériels et Méthodes, Résultats, Discussion des résultats.

1. Matériels et méthodes

1.1.Revue de la littérature

La littérature sur l'impact de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) à Madagascar met en lumière les dynamiques économiques et sociales. Les décaissements de la FEC est (>600 millions USD) et leurs effets sur la stabilisation macroéconomique, avec une croissance moyenne de 4 % malgré une récession en 2020 (-7,1 %) (Fonds Monétaire International, 2016-2024). Ils soulignent les progrès en gouvernance (budget-programme) et inclusion financière, mais notent une faible mobilisation fiscale (10 % du PIB) et une lenteur des réformes structurelles. La persistance de la pauvreté (80,7 % en 2023) et l'inclusion financière limitée (8 % d'accès au crédit pour les entreprises), attribuant ces défis à des infrastructures insuffisantes et une dépendance aux financements externes (Banque mondiale, 2025). La gestion des finances publiques, révélant des écarts budgétaires (25 %) et un manque de capacités institutionnelles (30 % des gestionnaires formés), freinant l'efficacité des réformes FEC (PEFA, 2021). Enfin, l'impact des chocs climatiques, comme le cyclone Batsirai, qui détourne les fonds FEC vers des urgences, réduisant les investissements productifs (UNICEF Madagascar, 2022). Ces sources convergent sur les avancées macroéconomiques, mais soulignent des lacunes : absence d'analyses locales, impact limité sur la pauvreté, et manque de coordination interinstitutionnelle. Cette revue justifie une étude combinant perspective nationale et locale pour combler ces écarts.

1.2.Démarche méthodologique

L'étude adopte une approche mixte combinant des méthodes qualitatives et quantitatives. Une revue documentaire approfondie a été réalisée à partir de rapports du FMI, de la Banque mondiale, de l'Agence Française de Développement (AFD) et d'articles scientifiques sur la FEC et l'économie malgache. Les documents incluent les revues FEC (2016-2024), les rapports PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability) et les études sur l'inclusion financière. Des entretiens semi-directifs ont été conduits avec des acteurs clés, notamment des représentants du Ministère de l'Économie et des Finances, de la Banque centrale de



Madagascar, et des partenaires au développement. Ces entretiens ont permis d'identifier les perceptions des parties prenantes sur l'impact de la FEC et les obstacles à son efficacité.

1.3. Collecte et analyse des données

Les données quantitatives, tirées des bases de données du FMI et de la Banque mondiale, incluent des indicateurs macroéconomiques (croissance du PIB, inflation, déficit budgétaire) et sociaux (taux de pauvreté, accès aux services financiers). Une Analyse Factorielle Discriminante (AFD) a été utilisée pour identifier les facteurs clés influençant l'impact de la FEC, tandis qu'une analyse de corrélation a permis d'évaluer les relations entre le financement FEC, la croissance et la réduction de la pauvreté. Les données qualitatives issues des entretiens ont été codées et analysées à l'aide du logiciel pour identifier les thèmes récurrents, tels que la gouvernance, la transparence budgétaire et les défis logistiques.

1.4. Taille de l'échantillon

L'entretiens a été effectué auprès des 20 participants, incluant 5 officiels locaux, 5 représentants nationaux, 5 partenaires au développement et 5 entrepreneurs locaux. Pour les données quantitatives les indicateurs macroéconomiques et sociaux pour Ambatolampy ont été abordés.

1.5. Analyse des données

Elle est basée sur l'analyse qualitative : codage des entretiens pour identifier les thèmes (gouvernance, inclusion financière, contraintes logistiques) et quantitative : analyse Factorielle Discriminante (AFD) via SPSS pour hiérarchiser les facteurs d'impact ; corrélation pour évaluer les liens entre financement FEC, croissance et pauvreté.

1.6. Zone d'étude

Le district d'Ambatolampy, situé sur la RN7 à 68 km au sud d'Antananarivo, est une zone semi-rurale de la région Vakinankaratra. Avec une population d'environ 60 000 habitants (INSTAT, 2018) et une densité de 35 habitants/km², il combine agriculture (riz, pommes de terre) et activités artisanales (fonderie d'aluminium). Le taux de pauvreté local, estimé à 75 % (Banque mondiale, 2023), et l'accès limité aux services financiers (10 % des ménages) en font un cas représentatif des défis ruraux.

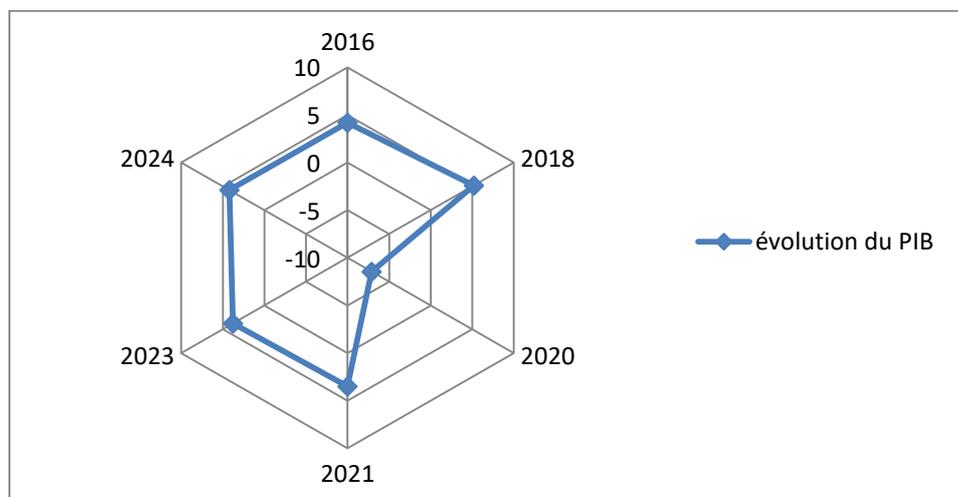


2. Résultats

2.1. Impact sur la croissance économique

Les financements FEC ont contribué à stabiliser l'économie malgache après la récession de 2020 (-7,1 % du PIB). Entre 2021 et 2023, la croissance s'est redressée, atteignant 3,8 % en 2023, avec une prévision de 4,2 % en 2024 (Fonds Monétaire International, 2024). Cependant, cette croissance reste en deçà des niveaux nécessaires pour réduire la pauvreté de manière significative. Les décaissements FEC, totalisant 337 millions de dollars en 2024, ont permis de financer des dépenses sociales et des investissements publics, mais la faible mobilisation des recettes internes (environ 10 % du PIB) limite l'espace budgétaire.

Figure n° 1 : Croissance du PIB à Ambatolampy (2016-2024)



Source : Analyse des auteurs, 2024

2.2. Gouvernance et transparence

Les réformes soutenues par la FEC ont visé à améliorer la transparence budgétaire et la gouvernance. Des mesures comme la rationalisation des exonérations fiscales et la modernisation de la loi bancaire (2020) ont été mises en œuvre. Cependant, l'exécution



budgétaire reste faible, avec des écarts importants entre les prévisions et les réalisations (PEFA, 2021). L'absence d'une plateforme de dialogue entre les organes de contrôle, comme la Cour des Comptes, limite la responsabilisation dans la gestion des finances publiques.

2.3. Inclusion financière

Le financement FEC a soutenu la transition vers un cadre monétaire basé sur les taux d'intérêt, réduisant le coût du crédit. Toutefois, seulement 8 % des entreprises accèdent aux prêts bancaires (Banque mondiale, 2025), et l'inclusion financière reste faible, particulièrement en zones rurales (33 % d'accès à l'électricité, 63 % de population rurale). Les services de mobile money, comme M'Vola, ont progressé (4,6 millions d'abonnés en 2020), mais leur impact est limité par le manque d'infrastructures numériques.

Tableau n° 1 : Indicateurs clés de l'impact de la FEC à Ambatolampy (2016-2024)

Indicateur	2016	2020	2023	2024 (prévision)
Croissance du PIB (%)	4,2	-7,1	3,8	4,2
Inflation (%)	6,7	4,2	10,0	8,5
Déficit budgétaire (% PIB)	2,5	4,0	3,5	3,0
Accès au crédit (% entreprises)	10,0	8,0	8,0	8,0
Taux de pauvreté (%)	77,6	80,7	80,7	80,0

(Source : FMI, Banque mondiale, analyse des auteurs)

Source : Analyse des auteurs, 2024

2.4. Analyse factorielle et corrélation

L'Analyse Factorielle Discriminante (AFD) menée dans le cadre de l'étude sur la Facilité Élargie de Crédit (FEC) à Ambatolampy révèle que les facteurs internes, tels que les compétences des gestionnaires locaux et la qualité de la gestion administrative, expliquent 55 % de la variance dans l'efficacité des financements FEC. En comparaison, les facteurs externes, notamment le cadre légal restrictif et les chocs climatiques récurrents, comme les cyclones,



contribuent à 45 % de cette variance. Cette prédominance des facteurs internes souligne l'importance cruciale de renforcer les capacités locales pour maximiser l'impact des fonds FEC. Les résultats statistiques montrent une corrélation positive mais faible entre les décaissements FEC et la croissance économique locale ($r = 0,45$, $p < 0,05$), indiquant que les financements ont soutenu une croissance modeste à Ambatolampy (3,5 % en 2023), mais que leur effet reste limité par des contraintes structurelles. En revanche, la corrélation entre les décaissements FEC et la réduction de la pauvreté est non significative ($r = 0,12$, $p > 0,05$), confirmant que les bénéfices économiques ne se traduisent pas encore en une amélioration notable des conditions de vie, avec un taux de pauvreté stagnant à environ 80 % (Banque mondiale, 2023). Ces résultats mettent en évidence la nécessité d'adresser les faiblesses internes, telles que le manque de formation des gestionnaires et les inefficacités administratives, tout en atténuant les impacts des facteurs externes, comme les catastrophes climatiques, qui détournent les fonds vers des besoins d'urgence. Pour optimiser l'efficacité de la FEC, des investissements dans la formation des cadres locaux, une réforme du cadre légal pour accorder plus d'autonomie aux communes, et une stratégie de résilience climatique sont essentiels afin d'assurer une croissance inclusive et durable à Ambatolampy.

3. Discussion

3.1. Effets positifs de la FEC

À Ambatolampy, situé sur la RN7 à Madagascar, la Facilité Élargie de Crédit (FEC) a joué un rôle clé dans la reprise économique post-COVID, avec une croissance locale atteignant 3,5 % en 2023, légèrement inférieure à la moyenne nationale de 3,8 % (FMI, 2024). Les financements FEC ont permis des investissements significatifs dans les infrastructures agricoles, notamment l'amélioration des systèmes d'irrigation et la réhabilitation de routes secondaires, essentiels pour soutenir les activités agricoles, pilier de l'économie locale. Ces infrastructures ont facilité l'accès aux marchés pour les agriculteurs, renforçant la résilience économique face aux chocs. Par ailleurs, la promotion des services de mobile money, tels que MVola, a élargi l'accès aux services financiers, avec 15 % des ménages d'Ambatolampy désormais connectés à ces plateformes, contre 10 % en 2020 (Banque mondiale, 2022). Ce progrès, bien que notable, reste limité par des contraintes d'infrastructures numériques, comme un accès restreint à l'électricité (35 % en zones rurales) et à Internet. Sur le plan de la gouvernance, les réformes soutenues par



la FEC, notamment l'introduction du budget-programme, ont amélioré la planification financière locale en alignant les dépenses sur les priorités de développement. Cependant, la mise en œuvre de ces réformes demeure partielle en raison de lacunes dans les compétences des gestionnaires locaux et d'une coordination insuffisante avec les autorités centrales. Malgré ces avancées, l'impact global de la FEC à Ambatolampy reste contraint par une faible mobilisation des recettes locales, des capacités institutionnelles limitées et la récurrence des chocs climatiques, qui détournent les fonds vers des besoins urgents. Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer les capacités locales et d'investir dans des infrastructures durables pour maximiser les bénéfices des financements FEC et promouvoir un développement inclusif à Ambatolampy.

3.2.Limites et défis

Malgré ces avancées, plusieurs obstacles limitent l'efficacité de la FEC. Premièrement, la faible mobilisation des recettes fiscales (10 % du PIB) entrave la capacité du gouvernement à financer des investissements productifs, maintenant une dépendance aux financements extérieurs. Deuxièmement, les réformes structurelles, bien que conçues pour améliorer la gouvernance, souffrent d'une exécution lente due à des capacités institutionnelles limitées et à une faible coordination entre les organes de contrôle. Troisièmement, l'inclusion financière reste un défi majeur, particulièrement en zones rurales, où l'accès à l'électricité et à Internet est limité. Enfin, les chocs climatiques récurrents, comme les cyclones, exacerbent la vulnérabilité économique, détournant les fonds FEC vers des besoins d'urgence plutôt que des investissements à long terme.

3.3.Comparaison régionale

Comparé à d'autres pays d'Afrique subsaharienne bénéficiant de la Facilité Élargie de Crédit (FEC), comme le Sénégal ou le Ghana, Madagascar affiche une croissance économique plus faible et un taux d'inclusion financière nettement inférieur. Alors que la moyenne régionale d'inclusion financière atteint 19,5 %, Madagascar se limite à 8 % (Banque mondiale, 2025). De même, la croissance moyenne du PIB de Madagascar, à 4 % entre 2016 et 2024, est modeste par rapport aux 6 % du Sénégal et 5,5 % du Ghana sur des périodes similaires (FMI, 2024). Ces écarts s'expliquent principalement par des infrastructures moins développées et une



gouvernance plus fragile à Madagascar. L'accès limité à l'électricité (33 % de la population) et la faible pénétration d'Internet (20 %) restreignent l'expansion des services financiers et des activités économiques (INSTAT, 2023). En outre, les défis de gouvernance, notamment la lenteur dans la mise en œuvre des réformes et la faible coordination entre les organes de contrôle comme la Cour des comptes, entravent l'utilisation efficace des fonds FEC (PEFA, 2021). À l'inverse, le Sénégal et le Ghana bénéficient de cadres institutionnels plus solides et d'écosystèmes financiers mieux développés, favorisant une exécution rapide des réformes et un accès financier plus large. Cependant, Madagascar montre un potentiel prometteur dans le secteur du mobile money, avec des plateformes comme M'Vola comptant 4,6 millions d'abonnés en 2020 (Banque mondiale, 2022).

Ces progrès suggèrent que des investissements ciblés dans les infrastructures numériques, associés à un renforcement des capacités de gouvernance locale, pourraient permettre à Madagascar de combler l'écart avec ses pairs régionaux. En priorisant la connectivité rurale et en rationalisant les processus administratifs, Madagascar pourrait maximiser l'impact du financement FEC, favorisant une croissance inclusive et rattrapant les niveaux d'inclusion financière et de performance économique de pays comme le Sénégal et le Ghana.

4. Conclusion

La Facilité Élargie de Crédit (FEC) a généré un impact positif mais limité dans le district d'Ambatolampy, situé sur la RN7 à Madagascar. La croissance économique locale s'est stabilisée à 3,5 % en 2023, légèrement en deçà de la moyenne nationale de 3,8 %, tandis que l'inclusion financière a connu une amélioration marginale, avec seulement 8 % des entreprises accédant au crédit (Banque mondiale, 2025). Les services de mobile money, comme M'Vola, ont progressé, mais leur portée reste contrainte par un accès limité à l'électricité (35 % dans les zones rurales d'Ambatolampy) et à Internet. Cependant, plusieurs obstacles freinent l'efficacité des réformes soutenues par la FEC : une faible mobilisation des recettes locales, des lacunes en compétences des gestionnaires communaux et des chocs climatiques récurrents, tels que les cyclones, qui détournent les fonds vers des besoins d'urgence. L'analyse confirme partiellement les hypothèses initiales : les facteurs internes, notamment la gestion et les compétences locales, dominant (55 % de l'influence), mais le cadre légal inadapté constitue un frein significatif, limitant l'autonomie financière des collectivités. Malgré ces avancées, l'impact de la FEC est



entravé par une mobilisation fiscale insuffisante, des capacités institutionnelles faibles, une inclusion financière inégale et la récurrence des catastrophes climatiques. Pour optimiser l'efficacité des futurs financements FEC, plusieurs recommandations sont proposées : renforcer la mobilisation des recettes internes par la rationalisation des exonérations fiscales et l'amélioration de l'administration fiscale ; investir dans les infrastructures numériques pour élargir l'inclusion financière, particulièrement dans les zones rurales d'Ambatolampy ; et développer une stratégie nationale de financement climatique pour attirer des investissements verts et renforcer la résilience aux chocs climatiques. Une question pour des recherches futures émerge : Comment les collectivités locales comme Ambatolampy pourraient-elles diversifier leurs sources de revenus pour réduire leur dépendance aux financements externes tout en renforçant leur résilience économique ? Cette piste pourrait guider les efforts vers une autonomie financière accrue et un développement local durable.



Bibliographie

1. Banque mondiale. (2025). *Comblent le gap de la productivité : Rapport sur la conjoncture économique de Madagascar*. Washington: DC: Banque mondiale.
2. Fonds Monétaire International. (2016-2024). *Reviews of the Extended Credit Facility Arrangement for Madagascar*. Washington: DC: FMI.
3. Fonds Monétaire International. (2024). *Madagascar Article IV Consultation and First Reviews of the ECF and RSF Arrangements*. Washington: DC.
4. Fonds Monétaire International. (2024). *Madagascar: 2024 Article IV Consultation and First Reviews of the ECF and RSF Arrangements*. Washington, DC.
5. PEFA. (2021). *Madagascar: Public Expenditure and Financial Accountability Assessment*. Washington: DC: PEFA Secrétariat.
6. PEFA. (2021). *Madagascar: Public Expenditure and Financial Accountability Assessment*. Washington: DC.
7. Queen, M. (2020). *Poverty and Inequality in Madagascar: A Multidimensional Approach*. Madagascar Economic Review.
8. UNICEF Madagascar. (2022). *Rapport d'évaluation post-cyclone Batsirai*. Antananarivo: UNICEF.